

Face aux défis liés à la pandémie de covid-19 et aux facteurs sous-jacents persistants de toutes les formes de malnutrition, un engagement ferme et soutenu de la part des responsables politiques s'impose pour pouvoir mener une action coordonnée à grande échelle, qui transcende les secteurs et les frontières, traiter les crises actuelles à court terme et réaliser les objectifs à long terme. Toutes les parties prenantes sont appelées à agir de manière urgente afin de concrétiser les engagements pris en matière d'alimentation et de nutrition au cours des deux dernières années de la Décennie de la nutrition, y compris les engagements d'ordre financier et les investissements complémentaires relatifs à la programmation et aux politiques, pour éliminer la malnutrition sous toutes ses formes et réaliser les ODD d'ici à 2030.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est invité à formuler des orientations à l'intention du secrétariat conjoint FAO/OMS de la Décennie de la nutrition sur la voie à suivre proposée, y compris quant au type de dialogues envisagés à l'issue de celle-ci.

I. Historique

1. En avril 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 70/259¹, dans laquelle elle a proclamé la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025). Cette résolution faisait suite à une recommandation formulée lors de la CIN2, organisée conjointement en novembre 2014 par la FAO et l'OMS et à l'issue de laquelle avaient été adoptés la Déclaration de Rome sur la nutrition² et le Cadre d'action correspondant³. La Déclaration de Rome sur la nutrition décrit une vision commune de l'action mondiale à mener pour éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes, y compris la dénutrition, les carences en micronutriments, l'excès pondéral et l'obésité, et présente 10 engagements de politique générale. Le Cadre d'action comprend 60 recommandations visant à orienter la mise en œuvre effective de ces engagements, qui demeurent extrêmement pertinents.
2. La Décennie de la nutrition offre à toutes les parties prenantes l'occasion d'accentuer, dans un délai donné, les efforts consentis conjointement et de stimuler la traduction effective des recommandations et des engagements issus de la CIN2 en politiques et programmes concrets, déterminés au niveau national, à l'appui de la réalisation des objectifs mondiaux intéressant la nutrition et les maladies non transmissibles établis par l'Assemblée mondiale de la Santé, ainsi que les ODD liés à la nutrition. Les répercussions de la pandémie de covid-19⁴, l'intensification des conflits, la guerre en cours en Ukraine et le changement climatique sont autant de facteurs qui freinent la progression vers l'élimination de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes, ainsi que la réalisation des cibles des ODD.
3. L'Assemblée générale des Nations Unies a chargé la FAO et l'OMS: i) de diriger la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie de la nutrition, en collaboration avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM); ii) d'élaborer un programme de travail pour la Décennie de la nutrition, en s'appuyant sur des mécanismes de coordination comme ONU-Nutrition⁵ et le CSA, ainsi qu'avec le concours d'autres organisations et plateformes internationales et régionales; et iii) d'établir des rapports biennaux sur l'état d'avancement des travaux menés dans le cadre de la Décennie de la nutrition.
4. Élaboré en 2017, avec le concours des parties prenantes du CSA, le programme de travail de la Décennie de la nutrition s'articule autour de six domaines d'action transversaux et interdépendants, fondés sur les 60 recommandations formulées à la CIN2, et repose sur les initiatives des États et de leurs nombreux partenaires⁶. De plus amples informations sont également disponibles sur le site web de la Décennie de la nutrition⁷.
5. La Décennie de la nutrition établit les modalités de participation des pays, notamment les réseaux d'action qui permettent de mutualiser les données d'expérience, de promouvoir une meilleure coordination et de susciter un élan politique pour intensifier l'action mondiale autour de thèmes liés au programme de travail correspondant. Elle encourage les États à transposer les engagements mondiaux pris dans le cadre de la CIN2 et du Programme de

¹ <https://undocs.org/fr/A/RES/70/259>.

² www.fao.org/3/a-ml542f.pdf.

³ www.fao.org/3/a-mm215f.pdf.

⁴ www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC9549037/pdf/40475_2022_Article_271.pdf (en anglais);

<https://apps.who.int/iris/handle/10665/367352?locale-attribute=fr&> (en anglais).

⁵ En application de la recommandation 7 de la CIN2, l'entité ONU-Nutrition, créée en 2020 en tant que mécanisme de coordination et de collaboration entre les institutions du système des Nations Unies pour la nutrition aux niveaux mondial et national, est issue de la fusion du Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition et du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN) – www.unnutrition.org/wp-content/uploads/2020-12-04-SG-letter-to-CEB-on-UN-Nutrition-EOSG-2020-065261.pdf (en anglais).

⁶ www.unscn.org/uploads/web/news/document/MV131-UNDoA-WP-fr.pdf.

⁷ <https://www.un.org/nutrition/fr>.

développement durable à l'horizon 2030 (le Programme 2030) sous la forme d'engagements en faveur de la nutrition qui soient spécifiques, mesurables, accessibles, réalistes et limités dans le temps. Différentes enceintes permettent de partager des connaissances, de prendre acte des résultats obtenus, de faire part des difficultés rencontrées et de promouvoir la collaboration en vue d'améliorer la nutrition.

6. Le présent quatrième rapport biennal donne des informations relatives aux progrès accomplis quant à la suite donnée aux engagements pris à la CIN2 et à la mise en œuvre de la Décennie de la nutrition depuis la 49^e session du CSA. Il porte sur les principales avancées obtenues aux niveaux mondial, régional et national dans le cadre des six domaines d'action du programme de travail pour la Décennie de la nutrition, avancées qui sont en lien direct ou indirect avec celle-ci ou qui ont permis de faire valoir des mesures axées sur la nutrition, en phase avec les objectifs fixés, et qui intéressent les travaux du CSA et des parties prenantes de celui-ci.

II. Progrès accomplis dans les domaines d'action du programme de travail de la Décennie

7. Les problèmes de nutrition auxquels les pays se heurtent ne cessent d'évoluer et de s'aggraver. Dans le monde, plus de 3,1 milliards de personnes n'avaient pas les moyens de se procurer une alimentation saine en 2021, soit 42 pour cent de la population totale et une augmentation de 134 millions de personnes dans cette situation par rapport à 2019, avant la pandémie de covid-19. À l'échelle mondiale, en 2022, 148 millions d'enfants de moins de 5 ans présentaient un retard de croissance, 45 millions souffraient d'émaciation et 37 millions étaient en surpoids, le plus grand nombre d'entre eux se trouvant dans les pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure⁸. Afin de résoudre ces problèmes, il faut à la fois une ambition à long terme, une réflexion systémique et une détermination politique forte et durable. On trouvera ci-après un aperçu des avancées obtenues aux niveaux mondial, régional et national dans les six domaines d'action du programme de travail de la Décennie de la nutrition depuis la tenue de la 49^e session du CSA.

Domaine d'action 1: Systèmes alimentaires durables et résilients en faveur de régimes alimentaires sains

- a. L'attention mondiale portée au rôle essentiel que jouent les systèmes alimentaires durables et résilients en faveur d'une alimentation saine et d'une meilleure nutrition continue de progresser depuis l'organisation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires⁹, en 2021. L'enjeu des systèmes alimentaires au service d'une alimentation saine était l'un des principaux domaines thématiques du sommet Nutrition pour la croissance¹⁰ organisé par le Gouvernement japonais à Tokyo en 2021. Le Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires¹¹, tenu à Rome (Italie) du 24 au 26 juillet 2023, a permis de réunir les pays et les parties prenantes, de se pencher sur les progrès obtenus, de recenser les bons résultats, les goulets d'étranglement persistants et les priorités et, ainsi, de donner un nouvel élan aux mesures en faveur de la transformation des systèmes alimentaires, à l'appui d'une accélération de la concrétisation des ODD.
- b. Dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, 53 pays membres du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN) ont mené des dialogues visant à renforcer les capacités et à accélérer la concrétisation des mesures intéressant les feuilles de route nationales relatives aux systèmes alimentaires.

⁸ <https://www.fao.org/documents/card/fr?details=cc3017en> (en anglais).

⁹ <https://www.un.org/fr/food-systems-summit>.

¹⁰ <https://nutritionforgrowth.org/events/> (en anglais).

¹¹ www.unfoodsystemshub.org/fs-stocktaking-moment/en (en anglais).

En outre, 14 chargés de liaison du Mouvement SUN ont été nommés coordonnateurs nationaux des concertations sur les systèmes alimentaires, ce qui a permis d'établir des liens entre les systèmes alimentaires et la nutrition. En novembre 2022, le Mouvement SUN, l'OMS, ONU-Nutrition et le Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires ont organisé un dialogue axé sur la recherche de solutions à appliquer aux systèmes alimentaires, auquel ont participé les coordonnateurs nationaux, les chargés de liaison du Mouvement SUN et les coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, afin de placer la santé et la nutrition au centre de la transformation des systèmes alimentaires. Un atelier intensif et interactif a été organisé en mai 2023 à l'intention des coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies dans 10 pays afin d'encourager l'harmonisation des politiques et de soutenir la prise en compte de la nutrition dans les systèmes alimentaires.

- c. Les participants à la 26^e Conférence des Parties (COP 26) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), tenue à Glasgow (Royaume-Uni) en novembre 2021, ont confirmé que l'agriculture et les systèmes alimentaires constituaient l'un des axes prioritaires du programme d'action pour le climat. Lors de la 27^e Conférence des Parties (COP 27) à la CCNUCC, tenue à Charm el-Cheikh (Égypte) en novembre 2022¹², les représentants des organismes du système des Nations Unies et leurs partenaires ont soutenu la présidence de la COP 27 à l'occasion du lancement de l'initiative mondiale Action climatique et nutrition (I-CAN), initiative phare, multisectorielle et multipartite qui fera office de catalyseur et permettra de mobiliser, d'établir des relations et de sensibiliser afin de traiter les liens stratégiques entre le changement climatique et la nutrition, de tirer parti de l'attention actuellement accordée par la communauté internationale à la transformation des systèmes alimentaires en faveur de la santé de l'humanité et de la planète et, ainsi, de stimuler la collaboration afin d'accélérer les mesures porteuses de transformation en matière de changement climatique et de nutrition¹³.
- d. En 2022, le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière¹⁴, établi par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), a présenté une analyse de la crise tridimensionnelle en cours, en vue de guider une action mondiale coordonnée face au dérèglement actuel des systèmes alimentaires tout en favorisant la transition vers une production durable¹⁵.
- e. Les troisième et quatrième célébrations de la Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages de nourriture¹⁶ portaient respectivement sur les avantages offerts aux personnes et à la planète sur le plan climatique grâce à la réduction des pertes et gaspillages alimentaires (le 29 septembre 2022) et sur les mesures en faveur de la transformation des systèmes agroalimentaires (le 29 septembre 2023).
- f. En mai 2022, les États membres de l'OMS ont approuvé la nouvelle stratégie mondiale 2022-2030 relative à la sécurité sanitaire des aliments et visant le renforcement des systèmes de sécurité sanitaire des aliments et de la coopération internationale¹⁷, qui aide les pays à mettre en place des systèmes de sécurité sanitaire des aliments tournés vers l'avenir. Cette stratégie reconnaît que la sécurité sanitaire des aliments est étroitement liée à la santé des animaux, des plantes et de l'environnement

¹² www.fao.org/events/detail/fao-at-cop27/fr.

¹³ www.gainhealth.org/sites/default/files/publications/documents/Initiative-on-climate-action-and-nutrition-I-CAN.pdf (en anglais).

¹⁴ <https://news.un.org/pages/global-crisis-response-group> (en anglais).

¹⁵ https://news.un.org/pages/wp-content/uploads/2022/06/GCRG_Brief2_Press_Release.pdf (en anglais).

¹⁶ www.fao.org/international-day-awareness-food-loss-waste/fr/.

¹⁷ www.who.int/publications/i/item/9789240057685 (en anglais).

dans lequel ils sont produits. Elle repose sur un cadre de responsabilités composé de trois indicateurs et de trois cibles à l'échelle mondiale.

- g. Les priorités stratégiques de la FAO relatives à la sécurité sanitaire des aliments encouragent l'intégration plus cohérente de cet enjeu lors de la mise au point de systèmes agroalimentaires durables et inclusifs, de politiques en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition et de stratégies de développement agricole. Elles ont été approuvées par les participants à la 171^e session du Conseil de la FAO¹⁸, en décembre 2022, et sont pleinement en synergie avec la nouvelle stratégie mondiale de l'OMS susmentionnée.
- h. Un document de réflexion de la FAO sur l'avenir de la sécurité sanitaire des aliments¹⁹, publié en 2022, offre une vue d'ensemble des facteurs déterminants et des principales évolutions à l'échelle mondiale, en particulier leurs répercussions sur la sécurité sanitaire des aliments et, par extrapolation, sur les systèmes agroalimentaires.
- i. La pandémie de covid-19 a montré combien il était urgent de renforcer l'approche «Une seule santé»²⁰. En 2021, la FAO, l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont établi un nouveau groupe d'experts de haut niveau chargés de l'approche «Une seule santé», afin de mieux comprendre comment les maladies susceptibles de déclencher des pandémies surgissent et se propagent²¹. En 2022, le PNUE s'est joint aux trois organisations de l'alliance tripartite, en tant que partenaire à part entière, et a ainsi donné naissance à une nouvelle collaboration quadripartite autour de l'approche «Une seule santé»²². L'alliance quadripartite a lancé un appel à l'action en mars 2023 afin que l'approche «Une seule santé» se traduise en mesures dans tous les pays²³.
- j. En 2022, la FAO, l'OMS et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont lancé conjointement l'initiative de suivi de l'alimentation saine, qui permet de rassembler les organismes du système des Nations Unies, divers experts techniques et les donateurs intéressés par cet enjeu. Cette initiative vise à : a) dégager un consensus sur ce qui constitue un régime alimentaire sain et sur les moyens d'évaluer la qualité de l'alimentation du point de vue sanitaire; et b) consolider les données probantes et les pratiques nécessaires aux fins de l'évaluation des progrès obtenus s'agissant de l'alimentation saine au sein de la population, ainsi que de la production d'éléments tangibles quant aux modes de consommation actuels, pour éclairer les politiques et les programmes dans un large éventail de secteurs²⁴.

Domaine d'action 2: Systèmes de santé harmonisés fournissant une couverture universelle pour les interventions essentielles en matière de nutrition

- k. Élaboré par la FAO à la demande du Secrétaire général de l'ONU, le Plan d'action mondial contre l'émaciation des enfants²⁵ constitue un cadre propre à accélérer l'obtention de progrès dans la prévention et la prise en charge de l'émaciation des enfants et à faire avancer la concrétisation de la cible 2.2 des ODD consistant à mettre

¹⁸ www.fao.org/about/meetings/council/cl171/documents/fr/.

¹⁹ www.fao.org/documents/card/en/c/cb8667en (en anglais).

²⁰ <https://www.who.int/fr/news-room/feature-stories/detail/who-manifesto-for-a-healthy-recovery-from-covid-19>.

²¹ [www.who.int/news/item/11-06-2021-26-international-experts-to-kickstart-the-joint-fao-oie-unep-who-one-health-high-level-expert-panel-\(ohhlepe\)](http://www.who.int/news/item/11-06-2021-26-international-experts-to-kickstart-the-joint-fao-oie-unep-who-one-health-high-level-expert-panel-(ohhlepe)) (en anglais).

²² [www.who.int/news/item/29-04-2022-quadripartite-memorandum-of-understanding-\(mou\)-signed-for-a-new-era-of-one-health-collaboration](http://www.who.int/news/item/29-04-2022-quadripartite-memorandum-of-understanding-(mou)-signed-for-a-new-era-of-one-health-collaboration) (en anglais).

²³ www.who.int/news/item/27-03-2023-quadripartite-call-to-action-for-one-health-for-a-safer-world (en anglais).

²⁴ www.who.int/publications/m/item/healthy-diets-metrics-technical-expert-meeting-on-harmonizing-and-mainstreaming-measurement-of-healthy-diets-globally (en anglais).

²⁵ www.childwasting.org (en anglais).

fin à toutes les formes de malnutrition, y compris les objectifs arrêtés à l'échelle internationale quant à l'émaciation des enfants. Sur les 23 pays pionniers, 22 ont établi des feuilles de route chiffrées aux fins de la concrétisation de leurs objectifs nationaux²⁶. En tant que signataires du Plan d'action mondial contre l'émaciation des enfants, la FAO, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'OMS, le PAM et l'UNICEF ont mis au point une déclaration commune, publiée en janvier 2022, qui repose sur cinq grands principes et selon laquelle ils appellent à agir d'urgence afin de prévenir, de détecter et de traiter rapidement l'émaciation des enfants dans les 15 pays les plus durement touchés par la crise alimentaire mondiale²⁷. Ces cinq entités du système des Nations Unies élaborent par ailleurs un cadre qui permettra de suivre la mise en œuvre des feuilles de route. Les membres du personnel des bureaux régionaux de ces entités sont invités à y contribuer et des webinaires régionaux, programmés en 2023, permettront de mettre au point la version finale du cadre de suivi et des indicateurs correspondants. Les lignes directrices relatives au retard de croissance et à l'œdème nutritionnel, élaborées par l'OMS, y compris les recommandations en matière de prévention et de gestion, devraient être présentées en octobre 2023.

1. En 2022, l'Assemblée mondiale de la Santé a approuvé le plan accéléré visant à enrayer l'obésité²⁸, conçu pour stimuler les mesures prises au niveau des pays contre l'épidémie d'obésité et articulé autour des cinq axes de travail suivants: i) élaborer et promouvoir des interventions présentant un bon rapport coût-efficacité; ii) apporter un soutien technique aux pays pionniers en ce qui concerne la mise au point et l'exécution accélérée des feuilles de route visant à lutter contre l'obésité; iii) intensifier les campagnes de plaidoyer aux niveaux mondial, régional et national afin d'accroître la sensibilisation et de stimuler l'engagement politique; iv) renforcer et pérenniser la collaboration avec les partenaires; et v) souligner davantage l'importance de la responsabilisation et de l'établissement de rapports permettant de suivre la mise en œuvre du plan à tous les niveaux. L'OMS s'engage aux côtés de 28 pays chefs de file²⁹ en soutenant la mise en œuvre de feuilles de route accélérées et adaptées aux caractéristiques nationales.

Domaine d'action 3: Protection sociale et éducation nutritionnelle

- m. Les programmes de protection sociale, de santé et de nutrition en milieu scolaire sont susceptibles d'offrir le socle à partir duquel on peut agir sur deux plans: la dénutrition, d'une part, et l'excès pondéral et l'obésité, d'autre part. La FAO a récemment lancé deux cours certifiés. Le premier porte sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la protection sociale, le second sur l'outil d'évaluation interinstitutions de la protection sociale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, qui est utilisé à des fins d'évaluation des programmes d'assistance sociale³⁰.
- n. Les recommandations alimentaires contribuent à la transformation des systèmes alimentaires. Afin d'aider les pays, la FAO met au point une nouvelle méthode visant à guider l'élaboration et l'application de recommandations alimentaires suivant une approche axée sur les systèmes alimentaires et la durabilité³¹. Des experts de plusieurs

²⁶ www.childwasting.org/the-gap-framework (en anglais).

²⁷ www.childwasting.org/files/ugd/2b7a06_7d22aa061acc47dabeda5a357b968570.pdf (en anglais).

²⁸ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA75/A75_10Add6-en.pdf (en anglais).

²⁹ Afrique du Sud, Argentine, Bahreïn, Barbade, Botswana, Brésil, Chili, Égypte, Eswatini, Jordanie, Koweït, Malaisie, Maurice, Mexique, Panama, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République islamique d'Iran, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Seychelles, Slovénie, Thaïlande, Tonga, Trinité-et-Tobago, Türkiye et Uruguay.

³⁰ <https://elearning.fao.org/course/view.php?id=874>; <https://elearning.fao.org/course/view.php?id=875> (en anglais).

³¹ https://alertas.directoriolegislativo.org/?post_type=noticia&n=130224 (en anglais).

pays y contribuent et s'en inspirent pour élaborer ou actualiser leur propre méthode en la matière³².

Domaine d'action 4: Commerce et investissements en faveur d'une nutrition améliorée

- o. Selon le programme de travail de la Décennie de la nutrition, les politiques et les accords commerciaux doivent favoriser la mise en œuvre des politiques et des programmes nutritionnels et il est important qu'ils n'aient pas d'incidence négative sur le droit à une alimentation adéquate dans d'autres pays.
- p. Les éléments mettant en évidence les liens qui existent entre les politiques et les accords commerciaux et la nutrition sont toutefois très lacunaires. La nutrition et le commerce seront dès lors le thème de l'édition 2024 du rapport sur *La situation des marchés des produits agricoles*.
- q. La question du déficit de financement des activités intéressant la nutrition a été abordée lors du sommet Nutrition pour la croissance, lorsque les gouvernements donateurs et les organismes bailleurs de fonds se sont engagés à destiner à la lutte contre la malnutrition de nouveaux financements spécifiquement axés sur la nutrition ou tenant compte de la nutrition, à hauteur de 27 milliards d'USD environ. À cet égard, 27 pour cent des nouveaux engagements pris lors du Sommet de Tokyo se rapportaient au financement de l'action en faveur de la nutrition³³.
- r. L'Accord sur les subventions à la pêche, adopté le 17 juin 2022 lors de la 12^e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), constitue un jalon décisif vers la durabilité des océans, grâce à l'interdiction des subventions à la pêche ayant des effets néfastes. Pour que l'Accord soit mis en œuvre, les deux tiers des membres doivent déposer leurs «instruments d'acceptation» auprès de l'OMC³⁴.

Domaine d'action 5: Environnement sûr et favorable à la nutrition pour tous les âges

- s. Les gouvernements ont accéléré leur action stratégique portant sur l'environnement alimentaire. À ce jour, 190 pays ont inscrit dans leurs politiques et stratégies nationales des mesures visant à promouvoir des environnements alimentaires favorables à une alimentation saine. Les politiques d'information de la population, qu'elles prennent la forme d'activités de conseil ou de campagnes médiatiques, sont plus répandues (185 pays) que celles qui visent à modifier l'environnement alimentaire (169 pays) par divers moyens (étiquetage nutritionnel, restrictions en matière de commercialisation, politiques budgétaires ou révision de la composition des produits alimentaires). Sur les 136 pays disposant d'une réglementation en matière d'étiquetage nutritionnel, 89 ont mis en place une déclaration nutritionnelle pour toutes les denrées alimentaires préemballées. Par ailleurs, 85 pays ont instauré des taxes sur les boissons sucrées au niveau national et 62 appliquent des politiques obligatoires visant à limiter les acides gras trans industriels, protégeant ainsi 3,8 milliards de personnes de ces substances nocives. Parmi ces pays, 49 mettent en œuvre des mesures axées sur les pratiques optimales, qui concernent 3,3 milliards de personnes³⁵. En outre, 9 des 53 pays qui appliquent des mesures obligatoires visant la réduction de la consommation de sodium,

³² <https://scalingupnutrition.org/resource-library/action-brief/development-and-generation-food-systems-based-dietary-guidelines> (en anglais).

³³ https://nutritionforgrowth.org/wp-content/uploads/2021/12/Tokyo-Compact-on-Global-N4G_Annex_Dec-14.pdf (en anglais).

³⁴ https://www.wto.org/french/tratop_f/rulesneg_f/fish_f/fish_f.htm.

³⁵ www.who.int/data/gho/indicator-metadata-registry/imr-details/5597 (en anglais); <https://extranet.who.int/nutrition/gina/en> (en anglais); www.who.int/publications/i/item/9789240031876 (en anglais); <https://extranet.who.int/nutrition/gina/en/scorecard/TFA> (en anglais).

notamment la mention obligatoire du sodium sur l'étiquetage des aliments préemballés, mettent en œuvre diverses mesures obligatoires et appliquent les meilleurs choix recommandés par l'OMS quant à la réduction de sodium³⁶.

- t. Sur la base des résultats d'une enquête mondiale et d'entretiens menés auprès d'informateurs importants, en particulier les agents de liaison des ministères de l'éducation et de la santé, la FAO et le PAM s'emploient, s'agissant de leurs programmes d'alimentation et de nutrition en milieu scolaire, à élaborer une méthode et une série de manuels destinés à aider les pays à concevoir et à mettre en œuvre des directives et des normes nutritionnelles tenant compte du contexte, efficaces et applicables, grâce à une approche axée sur les systèmes alimentaires.
- u. L'OMS et l'UNICEF ont organisé conjointement un congrès mondial sur la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel à Genève (Suisse) en juin 2023. Les délégués de plus de 100 pays se sont penchés sur les stratégies visant à mettre fin à la commercialisation immorale de substituts du lait maternel. Ils ont élaboré des plans d'action visant à renforcer leur législation et à améliorer le suivi et la mise en application en vue de mieux défendre l'allaitement maternel. Les représentants de nombreuses régions sont convenus de mettre en place des réseaux régionaux qui permettront de poursuivre la collaboration après le congrès mondial³⁷.

Domaine d'action 6: Gouvernance et obligation de rendre des comptes renforcées dans le domaine de la nutrition

- v. Il faut une gouvernance efficace pour faciliter les réorientations stratégiques majeures et faire en sorte que les politiques et les initiatives en matière de sécurité alimentaire et de nutrition contribuent davantage à la réalisation du Programme 2030, notamment la concrétisation de l'ODD 2³⁸. Un nouveau mécanisme de coordination a été mis en place dans le cadre de la suite donnée au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Il s'agit du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires³⁹, qui est hébergé par la FAO au nom du système des Nations Unies et qui bénéficie des ressources humaines et financières de sept agences, fonds et programmes de celui-ci.
- w. À ce jour, la plupart des pays ont souscrit aux cibles mondiales en matière de nutrition fixées par l'Assemblée mondiale de la santé à l'horizon 2025, qui concernent le retard de croissance (122 pays), l'anémie chez les femmes (106 pays), l'insuffisance pondérale à la naissance (120 pays), l'excès pondéral chez les enfants (141 pays), l'allaitement maternel exclusif (135 pays) et l'émaciation des enfants (118 pays)⁴⁰.
- x. Face à la nécessité de mettre en place des processus de gouvernance transparents, responsables et propres à favoriser la participation de toutes les parties prenantes et l'établissement de partenariats multipartites dans le domaine de la nutrition, une initiative visant à prévenir et gérer les conflits d'intérêts dans les programmes de nutrition à l'échelle nationale a été lancée en novembre 2021, au moyen d'une feuille de route au service de la mise en œuvre du projet de stratégie de l'OMS en Amérique⁴¹.

³⁶ www.who.int/publications/i/item/9789240069985 (en anglais).

³⁷ www.who.int/news/item/20-06-2023-global-congress-opens-to-counter-harmful-marketing-of-formula-milk# (en anglais).

³⁸ www.fao.org/3/ca9733en/ca9733en.pdf (en anglais).

³⁹ <https://www.unfoodsystemshub.org/about-us/structure/fr>.

⁴⁰ <https://extranet.who.int/nutrition/gina/en> (en anglais).

⁴¹ www.paho.org/en/events/preventing-and-managing-conflicts-interest-country-level-nutrition-programs-roadmap (en anglais).

- y. La communauté mondiale a renforcé sa responsabilisation dans le domaine de la nutrition grâce à la mise à jour constante de statistiques pertinentes, telles que les estimations mondiales annuelles du retard de croissance, de l'excès pondéral et de l'émaciation des enfants⁴². Par ailleurs, les rapports sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, notamment les éditions de 2022⁴³ et 2023⁴⁴, rassemblent les données mondiales sur la faim et la malnutrition et permettent ainsi d'éclairer le suivi des cibles des ODD liées à la nutrition et des mesures prises dans ce domaine. Le Rapport sur la nutrition mondiale contient des éléments de base qui permettent d'analyser le paysage du financement de la nutrition⁴⁵. Le nouveau Cadre de responsabilité en matière de nutrition⁴⁶, lancé en 2021, puis l'édition 2022 du Rapport sur la nutrition mondiale ont permis de d'établir le rôle joué par la responsabilisation et la capacité de transformation de celle-ci pour faire face à la crise nutritionnelle⁴⁷.
- z. Un troisième rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la mise en œuvre de la Décennie de la nutrition a été présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies le 12 avril 2022⁴⁸ et a conduit à l'élaboration de la résolution 77/285⁴⁹ de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée le 16 mai 2023, dans laquelle est réaffirmé l'engagement des États Membres de l'ONU, qui se donnent pour objectif d'assurer, pendant 10 ans, la mise en œuvre pérenne et cohérente de politiques et de programmes et d'accroître les investissements en vue d'éliminer la malnutrition sous toutes ses formes, partout, en ne laissant personne de côté.
- aa. Des rapports intérimaires sur la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition ont aussi été présentés lors des sessions du Conseil exécutif de l'OMS et du Comité du Programme de la FAO, tenues respectivement en janvier-février 2023⁵⁰ et en mars 2023⁵¹.
- bb. Lors du Sommet du G7 organisé à Nagasaki (Japon) les 13 et 14 mai 2023, les ministres de la santé ont reconnu la nécessité d'intégrer les services nutritionnels au sein de la couverture sanitaire universelle, dans l'esprit de la Décennie de la nutrition, ainsi que le rôle déterminant joué par le système des Nations Unies, les institutions multilatérales, les initiatives mondiales intéressant la santé et les institutions financières internationales aux fins de la prévention et du traitement de la malnutrition⁵². À cette occasion, les chefs d'État du G7 ont quant à eux reconnu qu'il fallait protéger et soutenir les populations les plus vulnérables, y compris les femmes et les enfants, sous tous les angles de la sécurité alimentaire, au moyen d'interventions à court terme face aux crises alimentaires, et de mesures à moyen et à long terme visant à rendre les systèmes alimentaires durables. Ils ont aussi reconnu que la nutrition était fondamentale dans la perspective d'une approche centrée sur l'humain et ont souligné qu'il importait d'améliorer l'accès à une alimentation saine, notamment au moyen de programmes de repas scolaires⁵³.

⁴² www.who.int/data/gho/data/themes/topics/joint-child-malnutrition-estimates-unicef-who-wb?id=402 (en anglais).

⁴³ <https://www.fao.org/documents/card/fr/c/CC0639FR>.

⁴⁴ www.fao.org/documents/card/en/c/cc3017en (en anglais).

⁴⁵ <https://globalnutritionreport.org> (en anglais).

⁴⁶ <https://globalnutritionreport.org/resources/naf> (en anglais).

⁴⁷ <https://globalnutritionreport.org/reports/2022-global-nutrition-report> (en anglais).

⁴⁸ <https://undocs.org/fr/A/76/796>.

⁴⁹ <https://undocs.org/fr/A/RES/77/285>.

⁵⁰ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/EB152/B152_24-fr.pdf.

⁵¹ www.fao.org/3/nl209fr/nl209fr.pdf.

⁵² www.mhlw.go.jp/content/10500000/001096403.pdf (en anglais).

⁵³ www.g7hiroshima.go.jp/documents/pdf/Leaders_Communique_01_en.pdf (en anglais).

III. Renforcement de la participation des parties prenantes, motivé par la Décennie de la nutrition

Engagements pris par les États

8. Les engagements pris par les pays au titre de la Décennie de la nutrition sont cruciaux en ce qu'ils permettent de faire fond sur l'élaboration des politiques, les investissements et les interventions de terrain. Les engagements de haut niveau pris lors du sommet Nutrition pour la croissance, à l'occasion du Sommet sur les systèmes alimentaires ou encore dans le cadre d'autres plateformes existantes, afin de donner suite aux recommandations formulées lors de la CIN2, y compris en matière de financements, constituent des contributions importantes à la réalisation des objectifs de la Décennie⁵⁴.
9. Le Pacte mondial de Tokyo en faveur de la nutrition pour la croissance compte 396 nouveaux engagements pris par 181 parties prenantes afin de lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes, dont 80 ministères et organes gouvernementaux de 66 pays ayant souscrit 224 engagements⁵⁵. Lors du Sommet de Tokyo, les pays se sont également engagés à augmenter les allocations budgétaires nationales dans le domaine de la nutrition et les gouvernements donateurs ont pris des engagements financiers à hauteur de plus de 15 milliards d'USD destinés à l'assistance liée à la nutrition, au titre de l'aide bilatérale et multilatérale, ainsi qu'à la mise au point de politiques et d'indicateurs relatifs à la nutrition⁵⁶.
10. Le thème retenu par l'Union africaine (UA) pour l'année 2022, *Bâtir une résilience en matière de sécurité nutritionnelle et alimentaire sur le continent africain: renforcer les systèmes agroalimentaires et les systèmes de santé et de protection sociale pour accélérer le développement socioéconomique et du capital humain*, a été présenté lors de la 35^e réunion de l'Assemblée de la Conférence de l'Union africaine⁵⁷ et confirme la volonté des pays africains d'accélérer la concrétisation de leurs objectifs en matière de nutrition. Guidée par une feuille de route approuvée par les États membres de l'UA, la Commission de l'Union africaine a mis en œuvre, en collaboration avec les parties prenantes et ses partenaires, une série d'activités qui ont contribué de manière significative aux efforts consentis dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, y compris le renforcement de la gouvernance et des mécanismes de coordination.

Réseaux d'action dirigés par les pays et nouvelles coalitions

11. Conduits et coordonnés par un ou plusieurs pays, les réseaux d'action mis en place dans le cadre de la Décennie de la nutrition permettent aux pays d'échanger des connaissances et des bonnes pratiques, de mettre en évidence leurs difficultés et de s'entraider afin de progresser plus rapidement dans l'amélioration des systèmes alimentaires, des régimes alimentaires et de la nutrition pour tous, au moyen de politiques et de lois.
12. Des représentants de ministères et de différentes institutions et organisations participent au Réseau mondial d'action pour une alimentation durable tirée des océans et des eaux continentales au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (le Réseau mondial d'action), réseau informel conduit par la Norvège. Des réunions des membres, de l'équipe spéciale et des groupes de travail de ce réseau ont été organisées en 2021 et en 2022. Le

⁵⁴ www.unscn.org/uploads/web/news/document/MV131-UNDoA-WP-fr.pdf.

⁵⁵ https://nutritionforgrowth.org/wp-content/uploads/2021/12/Tokyo-Compact-on-Global-N4G_Annex_Dec-14.pdf (en anglais).

⁵⁶ <https://nutritionforgrowth.org/wp-content/uploads/2021/12/%E2%98%8512091700%E3%80%90Full-Ver%E3%80%91Tokyo-Compact-on-Global-Nutrition-for-Growth.pdf> (en anglais).

⁵⁷ Assembly/AU/Dec.813-838(XXXV) – https://au.int/sites/default/files/decisions/42725-Assembly_AU_Dec_813-838_XXXV_F.pdf.

Réseau mondial d'action a aussi communiqué en 2022 des nouvelles et des mesures utiles par l'intermédiaire de sa page web et de ses bulletins d'information, de Twitter, de Linked-in et de Gain Tool. Il a par ailleurs organisé ou contribué à l'organisation de deux webinaires sur les systèmes alimentaires aquatiques et terrestres, d'un webinaire sur le rôle des femmes dans le secteur halieutique, dans le cadre de l'Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanale, d'une manifestation proposée en marge de la 50^e session du CSA et de la Conférence des Nations Unies sur les océans et d'un webinaire sur les atouts de la coopération entre les pays nordiques en faveur des systèmes alimentaires, à l'occasion d'une réunion du Conseil des ministres des pays nordiques⁵⁸, en juin 2022. La Norvège s'est engagée à continuer de diriger ce réseau jusqu'en 2030 et d'assurer la transition entre la Décennie de la nutrition et la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030)⁵⁹.

13. Le Réseau régional d'action du continent américain en faveur d'une alimentation scolaire durable (le Réseau régional d'action), dirigé par le Brésil, a organisé une réunion de ses membres en novembre 2021⁶⁰. En 2022, il a aussi contribué à l'organisation de deux webinaires, d'une réunion de ses membres et d'une visite technique de représentants de 10 pays au Brésil⁶¹. Une réunion de ses membres a également été organisée du 22 au 26 mai 2023⁶², à laquelle ont participé 13 pays. Les membres du Réseau régional d'action ont aussi participé au deuxième Congrès international sur l'alimentation scolaire consacré à la mise en place de parcours dédiés à l'éducation alimentaire et nutritionnelle dans les établissements scolaires⁶³. Ils ont alors eu l'occasion de découvrir de quelle manière le programme de repas scolaires était mis en œuvre au Brésil, en particulier quant à l'acquisition, l'élaboration et la distribution de denrées alimentaires produites localement, ainsi que l'exploitation de jardins potagers scolaires. En 2023, le Réseau régional d'action a organisé une formation en présentiel destinée aux acteurs caribéens du secteur de l'alimentation scolaire⁶⁴ (en mars, en République dominicaine) et une formation de formateurs de neuf pays, aux fins de la mise au point de cours à l'intention des enseignants sur l'éducation alimentaire et nutritionnelle au service d'une meilleure nutrition⁶⁵ (en avril), a élaboré une série de podcasts sur les méthodes relatives à l'alimentation scolaire⁶⁶ et a publié un document sur le cadre réglementaire de l'alimentation scolaire⁶⁷. À l'heure actuelle, 21 pays d'Amérique latine et des Caraïbes participent au Réseau régional d'action du continent américain en faveur d'une alimentation scolaire durable.

14. Le concept des réseaux d'action dirigés par les pays dans le cadre de la Décennie de la nutrition trouve un écho dans les nouvelles coalitions du Sommet sur les systèmes alimentaires, qui constituent des réseaux de soutien à la mise en œuvre des feuilles de route

⁵⁸ <https://nettsteder.regjeringen.no/foodfromtheocean> (en anglais).

⁵⁹ <https://oceandecade.org/fr/>.

⁶⁰ www.youtube.com/watch?v=6nWqK2pww7c (en anglais).

⁶¹ <https://redraes.org/fr/evenements/>.

⁶² Brésil, Chili, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Pérou, Paraguay, République dominicaine et Venezuela; <https://redraes.org/doce-paises-de-america-latina-dialogaron-sobre-los-proximos-pasos-de-las-acciones-en-red-hacia-una-alimentacion-escolar-sostenible-en-la-region/> (en espagnol); www.flickr.com/photos/92702310@N07/albums/72177720308656425.

⁶³ <https://redraes.org/ii-congreso-internacional-de-alimentacion-escolar-y-encuentro-de-representantes-de-los-paises-participantes-de-la-raes> (en espagnol).

⁶⁴ <https://redraes.org/en-mision-tecnica-a-brasil-delegacion-de-republica-dominicana-conocio-la-politica-de-alimentacion-escolar-del-pais/> (en espagnol); <https://redraes.org/fotos-de-la-mision-tecnica-internacional-en-republica-dominicana-13-a-17-de-marzo-del-2023/>; <https://redraes.org/diez-paises-participan-de-2a-etapa-del-curso-de-alimentacion-escolar-para-el-caribe-y-conocen-politica-de-ae-en-republica-dominicana/> (en espagnol).

⁶⁵ <https://redraes.org/pt-br/cooperacao-brasil-fao-fao-e-meduca-organizam-evento-com-9-paises-para-fortalecer-educacao-alimentar-e-nutricional/> (en portugais).

⁶⁶ <https://redraes.org/red-de-alimentacion-escolar-sostenible-lanza-serie-de-podcasts> (en espagnol); <https://redraes.org/podcast> (en espagnol); <https://www.fao.org/in-action/programa-brasil-fao/noticias/ver/pt/c/1642855/> (en portugais).

⁶⁷ <https://redraes.org/pt-br/cooperacao-brasil-fao-lanca-documento-sobre-marcos-normativos-na-alimentacao-escolar/> (en portugais).

nationales découlant du processus du Sommet⁶⁸. Ces coalitions soutiennent la concrétisation de la plupart des ODD, l'accent étant mis sur l'ODD 2 (faim zéro et élimination de la malnutrition sous toutes ses formes) et l'ODD 13 (mesures relatives à la lutte contre le changement climatique). La Coalition pour l'action en faveur d'une alimentation saine pour tous, en particulier les enfants, lancée en mai 2022, vise ainsi à encourager le passage à l'action dans divers domaines, en particulier l'approvisionnement alimentaire, les environnements alimentaires et la valorisation des aliments, à l'appui de la mise en œuvre des feuilles de route nationales⁶⁹. La Coalition pour les repas scolaires, lancée en novembre 2021, vise quant à elle à guider les mesures prises afin d'améliorer et de généraliser les programmes de repas scolaires au niveau national, partout dans le monde, et propose, entre autres activités, l'échange de bonnes pratiques entre pairs, au sein d'une communauté établie dans le cadre de la Décennie de la nutrition et conduite par l'Allemagne⁷⁰.

Contributions d'acteurs non étatiques

15. Les parties prenantes de la nutrition continuent à mener des activités dans les différents domaines de la Décennie de la nutrition. On trouvera ci-après un aperçu de celles des acteurs non étatiques qui ont officiellement communiqué leur engagement au Secrétariat mixte FAO/OMS de la Décennie de la nutrition, ainsi que de certains participants du CSA.
16. La Société canadienne de nutrition (SCN) et son comité permanent, le Groupe de travail canadien sur la malnutrition (GTCM), se sont officiellement engagés à soutenir la Décennie de la nutrition en octobre 2022, en particulier dans le cadre de l'initiative CANDReaM⁷¹, qui vise à mettre en place au niveau national des alliances permettant de lutter contre la malnutrition liée à la maladie. Depuis, la SCN et le GTCM réalisent un examen détaillé des pratiques visant à lutter contre la malnutrition liée à la maladie, au sujet desquelles des travaux de recherche sont systématiquement publiés, testés et validés par des pairs.
17. L'équipe de CARE chargée des systèmes intéressant l'alimentation et l'eau inscrit la justice de genre et les approches fondées sur la communauté au cœur de ses activités et programmes liés aux huit domaines en faveur du changement de sa stratégie relative au droit à l'alimentation, à l'eau et à la nutrition⁷². Entre juillet 2020 et juin 2022, CARE a soutenu 8,5 millions de personnes et a satisfait leurs besoins en nourriture et en eau. Grâce à la promotion d'innovations locales au moyen d'activités de mise en commun et d'apprentissage, ainsi qu'à la transposition à plus grande échelle de modèles ayant donné de bons résultats (She Feeds the World⁷³, Village Savings and Loans Associations⁷⁴ et Farmers Field Business Schools⁷⁵), CARE concrétise l'objectif défini dans sa stratégie susmentionnée, à savoir assurer l'application du droit à une alimentation suffisante et nutritive et à une eau potable pour tous en encourageant la mise en place de systèmes alimentaires et hydriques durables, productifs, équitables et résilients (*SuPER*). CARE met actuellement en œuvre plus de 790 programmes tenant compte de la nutrition et axés sur les femmes dans les domaines de l'agriculture, de l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement, de la sécurité alimentaire et de la résilience en Afrique et en Asie. CARE a contribué au rapport de la FAO sur *La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires*⁷⁶ et a présidé les négociations qui ont débouché sur la

⁶⁸ <https://www.unfoodsystemshub.org/hub-solution/coalitions-of-action/fr>.

⁶⁹ www.fao.org/webcast/home/en/item/5840/icode (en anglais)

⁷⁰ <https://schoolmealscoalition.org> (en anglais).

⁷¹ <https://www.un.org/nutrition/fr/news/canadian-nutrition-society-and-canadian-malnutrition-task-force-commit-nutrition-decade>.

⁷² [www.dropbox.com/s/5u996ab1fa2qwlw/Right to Food Water and Nutrition Impact Area Strategy - Final.pdf](http://www.dropbox.com/s/5u996ab1fa2qwlw/Right%20to%20Food%20Water%20and%20Nutrition%20Impact%20Area%20Strategy%20-%20Final.pdf) (en anglais).

⁷³ Les femmes nourricières du monde, www.care.org/our-work/food-and-nutrition/nutrition/she-feeds-the-world (en anglais).

⁷⁴ Associations villageoises d'épargne et de crédit, www.care-international.org/what-we-do/womens-economic-justice/village-savings-and-loans-associations (en anglais).

⁷⁵ Écoles pratiques de gestion agricole, www.care.org/our-work/food-and-nutrition/agriculture/ffbs (en anglais).

⁷⁶ www.fao.org/documents/card/en/c/cc5343en (en anglais).

mise au point des *Principes directeurs pour la promotion du travail décent dans l'industrie agroalimentaire*⁷⁷ de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

18. Le Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition (le Groupe mondial d'experts) a contribué à ce que, lors de nombreuses manifestations internationales, l'accent soit mis sur la nécessité de passer à des systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine. Il a ainsi participé à l'établissement du programme sur l'alimentation et les systèmes alimentaires du sommet Nutrition pour la croissance, ainsi qu'à une intervention et à une manifestation en marge de ce même sommet et de la COP 26, a organisé au château de Windsor deux réunions internationales consacrées aux systèmes alimentaires et au réchauffement planétaire de l'ordre de 1,5 °C, en 2022⁷⁸ et en 2023⁷⁹, et a contribué aux Activités communes relatives à la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Le Groupe mondial d'experts a aussi publié une analyse critique du manque d'attention accordée à l'agriculture et aux systèmes alimentaires lors de la COP 26, article influent sur la neutralité des systèmes alimentaires s'agissant des gaz à effet de serre⁸⁰. En tant que membre du comité technique chargé de l'Année de la nutrition de l'UA, il a mis l'accent sur les possibilités offertes par cette initiative pour avancer dans la concrétisation des objectifs relatifs à la nutrition et aux systèmes alimentaires en Afrique. Il a également cofondé en 2022 le Réseau de collaboration sur les systèmes alimentaires, dont il est depuis le chef de file. Le Groupe mondial d'experts a en outre publié un document technique dans lequel figure une nouvelle modélisation relative à la réorientation des subventions agricoles en Afrique sub-saharienne⁸¹ et un document d'orientation consacré aux systèmes alimentaires aquatiques nigériens⁸². Il a aussi lancé un outil stratégique⁸³ réalisé à partir de ses documents d'orientation, a aidé des pays à transformer leurs systèmes alimentaires (par exemple le Ghana et le Népal) et a soutenu le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique⁸⁴, par l'intermédiaire de séances d'information consacrées au rapport Foresight 2.0.
19. En tant que centre du Système CGIAR, l'Institut international de recherches sur l'élevage (ILRI) conduit les initiatives relatives à la productivité animale durable⁸⁵ et à l'approche «Une seule santé»⁸⁶, qui intègrent de nombreuses capacités du Système CGIAR afin de prendre en compte les questions liées à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la sécurité sanitaire des aliments. Les équipes de recherche de l'ILRI ont fourni des éléments tangibles qui ont permis d'enrichir les examens mondiaux consacrés aux aliments d'origine animale et au rôle que ces derniers jouent dans les solutions intéressant les régimes alimentaires sains et durables⁸⁷. De nouveaux instruments tels que RhomisNutrition⁸⁸ et FoodSense⁸⁹ contribuent à intégrer des dimensions nutritionnelles liées aux aliments d'origine animale dans l'alimentation familiale. Au niveau des ménages et à l'échelle nationale, la communication, l'évolution des comportements et l'éducation contribuent de manière importante à une consommation accrue et équilibrée d'aliments d'origine animale, en particulier chez les enfants⁹⁰. Les travaux de

⁷⁷ https://www.ilo.org/sector/Resources/codes-of-practice-and-guidelines/WCMS_873899/lang--fr/index.htm.

⁷⁸ www.glopan.org/towards-a-net-zero-equivalent-global-food-systems (en anglais).

⁷⁹ www.glopan.org/9th-annual-panel-meeting (en anglais).

⁸⁰ www.glopan.org/wp-content/uploads/2022/01/Benton-Webb-et-al.-2021-Net-Zero-Equivalent-Target-for-Food-Nature-Food.pdf (en anglais).

⁸¹ www.glopan.org/subsidies (en anglais).

⁸² www.glopan.org/3950-2 (en anglais).

⁸³ www.glopan.org/policy_tool (en anglais).

⁸⁴ www.glopan.org/briefing-for-the-food-and-agriculture-organization-fao-regional-office-for-africa (en anglais).

⁸⁵ www.cgiar.org/initiative/sustainable-animal-productivity (en anglais).

⁸⁶ www.cgiar.org/initiative/one-health (en anglais).

⁸⁷ www.slideshare.net/ILRI/unnutritioncovicpptx (en anglais); <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/118103> (en anglais);

www.unnutrition.org/library/publication/livestock-derived-foods-and-sustainable-healthy-diets (en anglais);

www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1751731122000040?via%3Dihub (en anglais).

⁸⁸ <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/117298> (en anglais).

⁸⁹ <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/126383> (en anglais).

⁹⁰ <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/117244> (en anglais).

l'ILRI relatifs à la sécurité sanitaire des aliments sur les marchés parallèles⁹¹ contribuent à ce que les aliments d'origine animale soient à la fois sûrs et nutritifs⁹². On sait qu'il est difficile d'évaluer les liens entre la consommation d'aliments d'origine animale et la santé mais une étude récente de l'ILRI⁹³ a montré que la vaccination des volailles élevées à des fins domestiques débouchait sur un meilleur accès à des aliments nutritifs et se traduisait par un meilleur développement physique des garçons et des filles⁹⁴.

20. Les membres du Mécanisme du secteur privé du CSA mènent diverses activités dont on trouvera un aperçu ci-après. L'Alliance internationale des produits alimentaires et des boissons (IFBA) s'est engagée à respecter la cible fixée par l'OMS concernant l'élimination des acides gras trans produits industriellement de l'ensemble de l'approvisionnement alimentaire mondial d'ici à 2023. En mai 2023, elle a annoncé que tous ses membres respectaient cet engagement. En juin 2022, en collaboration avec la Société des chimistes américains des huiles, elle a publié un guide pratique visant à aider les autres fabricants de denrées alimentaires, dans le monde entier, à éliminer les acides gras trans produits industriellement dans le cadre de leurs activités⁹⁵. La réduction de la teneur en sodium est depuis longtemps une priorité inscrite au programme de l'IFBA, qui entend proposer des boissons et des produits alimentaires novateurs ou dont la formulation est revue afin d'améliorer la nutrition. L'IFBA soutient la recommandation alimentaire de l'OMS relative à une consommation de sel de moins de 5 grammes par jour⁹⁶, ainsi que l'objectif de l'OMS visant à réduire de 30 pour cent la consommation de sel de la population mondiale d'ici à 2025. Ses membres œuvrent en ce sens et, en décembre 2021, ont lancé leur engagement mondial visant à concrétiser cet objectif⁹⁷. Guidée par son ambition d'un monde libéré de la faim dans lequel nous serions tous en bonne santé, la société Bayer a lancé une initiative visant à combler les déficits en nutriments, dont l'objectif est de toucher 50 millions de personnes chaque année d'ici à 2030, en élargissant l'accès à une alimentation variée et nutritive (composée de légumes, de fruits et de céréales, par exemple) et aux suppléments nutritionnels⁹⁸. Déterminée à faire avancer l'agriculture durable en faveur des producteurs, des consommateurs et de la planète, elle a rejoint des entreprises du secteur privé animées du même esprit, qui se sont engagées à mobiliser 160 millions d'USD pour contribuer à l'élimination de la faim à l'échelle mondiale d'ici à 2030. Il est notamment question d'investissements dans la recherche-développement, de l'appui apporté aux petits exploitants afin d'avoir accès aux semences maraîchères et aux semences de riz de qualité obtenues à partir des technologies les plus modernes, de formations aux pratiques d'agriculture durable au niveau communautaire, de solutions agricoles destinées aux producteurs et de la présentation aux petits exploitants de nouvelles possibilités de générer des revenus. Aux États-Unis d'Amérique, le Conseil des exportations laitières et le secteur laitier contribuent activement à l'élaboration et à la mise en œuvre de solutions intéressantes les systèmes alimentaires et visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition à l'échelle mondiale. Des partenariats avec des organisations animées d'une finalité précise ont débouché sur un meilleur accès des écoliers à des aliments nutritifs grâce à l'initiative Mission 57: End Student Hunger⁹⁹ de GENYOUth et à d'autres manifestations nationales de collecte de fonds. Le Centre d'innovation du secteur laitier des États-Unis d'Amérique a collaboré avec le système national des banques alimentaires à l'organisation d'un colloque sur les produits laitiers¹⁰⁰ et avec les entreprises de transformation du lait à la mise au point de solutions facilitant l'accès

⁹¹ www.cnbcfrance.com/2021/why-informal-markets-deserve-more-credit-in-a-nutritious-global-food-system (en anglais).

⁹² <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/130652> (en anglais).

⁹³ <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/119829> (en anglais).

⁹⁴ www.buzzsprout.com/1539610/11749250-can-one-chicken-make-a-difference-to-a-child-s-health (en anglais).

⁹⁵ <https://ifballiance.org/publications/manufacturers-guide-to-eliminate-industrially-produced-trans-fat> (en anglais).

⁹⁶ <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/salt-reduction>.

⁹⁷ <https://ifballiance.org/commitments/product-formulation/reducing-sodium> (en anglais).

⁹⁸ www.bayer.com/en/the-nutrient-gap-initiative (en anglais).

⁹⁹ <https://genyouthnow.org/our-work/end-student-hunger> (en anglais).

¹⁰⁰ www.dairynourishesamerica.org/symposium-report (en anglais).

aux produits laitiers des personnes en situation d'insécurité alimentaire. Il a aussi noué des partenariats de recherche visant à évaluer les liens entre l'amélioration de la santé des sols et l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et à élaborer des stratégies d'atténuation du méthane entérique dans le cadre de l'initiative visant un élevage plus respectueux de l'environnement.

21. Afin de relever des défis mondiaux tels que la pandémie de covid-19, le changement climatique et l'insécurité alimentaire, HarvestPlus et ses partenaires ont manifesté un fort engagement en faveur du développement de la biofortification. Les avancées obtenues de 2019 à 2023 confirment la volonté permanente d'améliorer la nutrition et la santé au niveau mondial grâce à l'adoption de cette technologie qui associe agriculture et nutrition¹⁰¹. HarvestPlus progresse à grands pas en ce qui concerne les engagements pris en 2019. En 2023, on prévoit que la vie de 100 millions de personnes sera améliorée grâce à la biofortification. Les avancées obtenues dans le développement des cultures, le renforcement des partenariats, l'amélioration de la distribution des semences, l'inclusion au sein des politiques et les adhésions aux niveaux régional et mondial ont permis de mettre en place un environnement propice au traitement des carences en micronutriments. HarvestPlus et ses partenaires favorisent l'accès aux nouvelles technologies en mettant au point plus de 293 variétés de cultures biofortifiées, adaptées aux conditions locales et maintenant mises à la disposition des petits exploitants. HarvestPlus s'emploie à donner une plus grande marge d'action aux agriculteurs, en particulier aux femmes, afin de renforcer les systèmes alimentaires et la résilience des personnes et d'améliorer la santé et les moyens de subsistance. En 2022, 17,3 millions de ménages agricoles étaient concernés (contre 9,7 millions de ménages en 2020, soit une progression de 78 pour cent).
22. Le Mouvement SUN a encouragé l'application du principe de responsabilité eu égard aux résultats obtenus en matière de nutrition, au moyen d'une évaluation annuelle conjointe et du suivi des affectations de fonds publics. En 2022, 53 pays membres du Mouvement SUN disposaient d'entités nationales de coordination de la nutrition multipartites et multisectorielles, et 42 avaient établi des partenariats à parties prenantes multiples au niveau infranational. S'agissant du programme des chefs de file de la jeunesse au service de la nutrition, 20 nouveaux jeunes dirigeants issus de la société civile sont devenus coordinateurs nationaux. Des ateliers de renforcement des capacités d'analyses budgétaires, de chiffrage, de suivi et d'évaluation des plans concernant la nutrition ont été mis en place dans huit pays¹⁰². Par ailleurs, le Mouvement SUN a facilité la tenue de huit webinaires régionaux sur la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale en 2022 afin de promouvoir l'apprentissage et les échanges entre pairs.

Contributions des organismes du système des Nations Unies

23. En 2022, la FAO a contribué à la production et à l'utilisation de données et d'indicateurs sur l'alimentation, la composition et la sécurité sanitaire des aliments, la sécurité alimentaire et les systèmes agroalimentaires dans 110 pays. L'appui que l'Organisation a apporté à 103 pays a permis d'intégrer directement des données et des études relatives à l'alimentation et à la nutrition dans les analyses communes de pays des Nations Unies. Début 2023, l'outil de données FAO/OMS sur la consommation alimentaire individuelle mondiale comprenait des informations quantitatives individuelles issues de 241 enquêtes avec, pour 36 d'entre elles, des ensembles de données complets téléchargeables¹⁰³. La FAO a apporté à 106 pays une aide à

¹⁰¹ www.harvestplus.org/african-union-endorses-biofortification-to-tackle-malnutrition-and-enrich-school-meals (en anglais); www.harvestplus.org/harvestplus-world-food-programme-release-joint-brief-on-biofortification (en anglais); www.harvestplus.org/un-report-tallies-increased-food-and-nutrition-insecurity-amid-covid-19-notes-value-of-biofortification-as-a-response (en anglais).

¹⁰² Burkina Faso, Burundi, Costa Rica, Guatemala, Guinée-Bissau, Honduras, Mali et Soudan.

¹⁰³ www.fao.org/gift-individual-food-consumption/en (en anglais).

l'élaboration de lois, de normes et de politiques, ainsi qu'une assistance technique en matière d'accès à une alimentation saine. Elle a aussi appuyé la mise au point et l'application de recommandations alimentaires dans 56 pays et a travaillé à une méthode visant à actualiser ces recommandations à l'aide d'une approche axée sur les systèmes alimentaires, en tenant compte des questions de durabilité¹⁰⁴. L'Organisation s'est associée avec Agreenum pour proposer un cours en ligne ouvert à tous sur la nutrition et les systèmes alimentaires¹⁰⁵ et a continué de renforcer les capacités de professionnels dans le monde entier, en accordant une attention particulière à l'efficacité de l'éducation nutritionnelle en Afrique subsaharienne¹⁰⁶. Elle a lancé le Plan d'action de la FAO pour la prévention de l'émaciation des enfants (2023-2024)¹⁰⁷. Elle a également contribué activement aux suites données au Sommet sur les systèmes alimentaires et le Secrétaire général de l'ONU l'a désignée entité hôte du Centre de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, au nom du système des Nations Unies. La FAO a en outre mobilisé ses partenaires afin de déterminer les lacunes en matière de politiques et d'investissements pour y remédier et aider les pays à apporter des solutions durables face aux crises alimentaires¹⁰⁸. Elle a aussi été l'hôte du Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

24. L'OMS contribue activement à deux mécanismes de suivi du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Un membre de son personnel à temps plein est détaché auprès du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires depuis mars 2022 et, avec le PNUE, l'OMS copréside l'Équipe spéciale chargée des systèmes alimentaires, qui compte parmi ses membres plus de 30 organisations, programmes et fonds du système des Nations Unies et tient régulièrement des réunions. Une analyse des politiques relatives à 106 feuilles de route nationales, conduite par l'OMS début 2022¹⁰⁹, montre que 75 pour cent d'entre elles ont des composantes visant à stimuler la production d'aliments nutritifs telles que l'agriculture tenant compte de la nutrition, la sécurité sanitaire des aliments et la sensibilisation, mais que les mesures stratégiques visant à faire évoluer les habitudes de consommation vers des régimes alimentaires sains et à réduire la disponibilité, le caractère abordable et l'accessibilité des aliments à forte teneur en mauvaises graisses, en sucres et en sel (notamment au moyen de l'étiquetage, de réglementations commerciales et de politiques fiscales) étaient rares. En mai 2023, l'OMS a lancé un cadre d'action global visant à accélérer la réduction de l'anémie à l'échelle mondiale. Ce cadre porte sur la prévention, le diagnostic et la gestion de toutes les formes d'anémie due à des causes diverses (carences en micronutriments, inflammations, infections, troubles gynécologiques ou obstétriques et troubles sanguins héréditaires, entre autres). Il décrit comment les acteurs de différents secteurs peuvent collaborer afin de surmonter les principaux obstacles recensés et saisir les possibilités qui permettent d'alléger le fardeau que représente l'anémie¹¹⁰. En 2023, l'Assemblée mondiale de la Santé a adopté une résolution visant à accélérer les efforts consentis en vue de prévenir les carences en micronutriments grâce à un enrichissement efficace et sans danger des aliments¹¹¹. L'OMS a continué d'apporter son soutien aux États membres aux fins de la transformation des systèmes alimentaires et de la mise en place d'environnements alimentaires sains pour obtenir de meilleurs résultats dans le domaine de la santé et a lancé une série d'orientations sur les mesures prioritaires intéressant l'environnement alimentaire, ainsi que des outils de mise en œuvre et des notes de synthèse. Un cadre d'action relatif à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques publiques d'achats

¹⁰⁴ https://alertas.directoriolegislativo.org/?post_type=noticia&n=130224 (en anglais).

¹⁰⁵ www.unescap.org/events/2022/massive-open-online-course-mooc-nutrition-and-food-systems-learn-about-pathways (en anglais).

¹⁰⁶ www.fao.org/nutrition/education/professional-training (en anglais).

¹⁰⁷ www.fao.org/documents/card/en/c/cc3050en (en anglais).

¹⁰⁸ www.fao.org/3/ni547fr/ni547fr.pdf.

¹⁰⁹ www.unnutrition.org/library/publication/un-nutrition-journal-volume-1-transforming-nutrition (en anglais).

¹¹⁰ www.who.int/publications/i/item/9789240074033 (en anglais).

¹¹¹ www.who.int/news/item/29-05-2023-new-wha-resolution-to-accelerate-efforts-on-food-micronutrient-fortification (en anglais).

et de services alimentaires en faveur d'une alimentation saine¹¹² a été publié en 2021 et donne un aperçu de la manière d'élaborer (ou de renforcer), de mettre en œuvre et d'évaluer (en termes d'applicabilité et d'efficacité) une politique publique d'achats et de services alimentaires. Des examens des facteurs contextuels relatifs à l'exécution des politiques intéressant l'environnement alimentaire ont été réalisés afin d'éclairer la mise au point de directives sur les politiques d'étiquetage nutritionnel¹¹³, les restrictions en matière de commercialisation des denrées alimentaires¹¹⁴, les politiques de nutrition et d'alimentation scolaires¹¹⁵ et les mesures budgétaires destinées à encourager une alimentation saine¹¹⁶. La directive sur les politiques visant à protéger les enfants contre les effets néfastes de la promotion des produits alimentaires¹¹⁷ a été publiée le 3 juillet 2023. Un outil de mise en œuvre commun de l'UNICEF et de l'OMC a ensuite été lancé le 7 juillet 2023 en vue de restreindre les opérations commerciales sur les produits alimentaires. La directive sur les mesures budgétaires destinées à encourager une alimentation saine devrait être publiée en octobre 2023.

25. La FAO et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont organisé en mars 2023 une réunion au cours de laquelle les participants sont convenus d'un cadre d'élaboration relatif à une base de données sur les protéines, de la voie à suivre en matière d'examen des besoins en protéines et de la nécessité de collecter plus de données auprès des pays à revenu faible ou intermédiaire, notamment sur les productions agricoles intelligentes face au climat¹¹⁸. Un nouveau projet mené dans le cadre du Programme de coopération technique (PCT) permet d'appuyer les techniques faisant appel à des isotopes stables pour évaluer la qualité des protéines apportées par des sources d'aliments durables dans 16 pays asiatiques¹¹⁹. Un nouveau projet de recherche vise à optimiser la méthode isotopique relative à l'évaluation de la vitamine A dans le contexte des enquêtes de population et des évaluations de programmes, car il s'agit de la seule méthode pratique qui permet de couvrir la totalité du spectre du statut en vitamine A¹²⁰. Un master en nutrition humaine appliquée et techniques nucléaires pour l'Afrique, mis au point dans le cadre du PCT de l'AIEA et harmonisé au niveau régional, est maintenant reconnu par deux universités (en Afrique du Sud et au Maroc).
26. En collaboration avec l'Université de Wageningen (Pays-Bas), le FIDA a enrichi la base de données probantes sur les liens entre le changement climatique et la nutrition¹²¹. Des formations des membres du personnel ont été organisées et le FIDA, avec divers partenaires, a plaidé en faveur d'un meilleur financement de l'action climatique afin d'améliorer les régimes alimentaires et d'accroître l'investissement en faveur de la transformation des systèmes alimentaires climato-intelligents et tenant compte de la nutrition. Plusieurs manifestations de sensibilisation ont été organisées durant les COP 26 et 27 afin de souligner qu'il importait d'adopter à plus grande échelle des approches novatrices et durables permettant de faire face au changement climatique au sein des systèmes alimentaires, à des fins d'adaptation, d'atténuation et de résilience. Le FIDA a soutenu l'Année de la nutrition de l'UA en contribuant à la thématique commune correspondante d'ONU-Nutrition et, sur le plan technique, au plan de mise en œuvre de la Déclaration d'Abidjan, en apportant son concours à la 8^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique et en soutenant le Sommet de la nutrition de l'UA accueilli par le Royaume du Lesotho et consacré à

¹¹² <https://extranet.who.int/iris/restricted/handle/10665/338525?locale-attribute=fr&> (en anglais).

¹¹³ <https://apps.who.int/iris/handle/10665/345119?locale-attribute=fr&> (en anglais).

¹¹⁴ <https://apps.who.int/iris/handle/10665/345128?locale-attribute=fr&> (en anglais).

¹¹⁵ <https://apps.who.int/iris/handle/10665/345130?locale-attribute=fr&> (en anglais).

¹¹⁶ <https://apps.who.int/iris/handle/10665/345114?locale-attribute=fr&> (en anglais).

¹¹⁷ <https://apps.who.int/iris/handle/10665/370113?locale-attribute=fr&> (en anglais).

¹¹⁸ <https://www.iaea.org/fr/newscenter/news/base-de-donnees-sur-la-qualite-des-protéines>.

¹¹⁹ <https://www.iaea.org/fr/services/le-programme-de-cooperation-technique>; www.iaea.org/projects/tc/ras6103 (en anglais).

¹²⁰ www.iaea.org/newscenter/news/new-crp-optimising-nuclear-techniques-to-assess-vitamin-a-status-in-population-surveys-from-deficiency-to-excess-phase-ii-e43035 (en anglais); www.iaea.org/projects/crp/e43035 (en anglais).

¹²¹ <https://www.ifad.org/fr/web/latest/-/les-systemes-alimentaires-mettre-a-profit-les-co-benefices-de-la-nutrition-pour-une-agriculture-resiliente-aux-changements-climatiques>.

l'augmentation du financement des questions relatives à la nutrition. Par ailleurs, en 2022, une analyse documentaire approfondie des éléments probants relatifs au surpoids et à l'obésité a été conduite et des exemples fondés sur la pratique et issus de cinq pays ont été fournis¹²². La *Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones: mise à jour 2022*¹²³, approuvée en décembre 2022, comprend un principe d'action sur la souveraineté alimentaire, la sécurité alimentaire et la nutrition. Afin de concrétiser ce principe, le FIDA a mis au point des outils novateurs et bénéficie du soutien financier du Gouvernement canadien¹²⁴. Le FIDA a en outre continué de soutenir la Décennie de la nutrition et, ainsi, d'honorer son engagement. En 2022, il a approuvé neuf nouveaux projets tenant compte de la nutrition, ce qui lui permet d'atteindre 60 pour cent de la cible fixée. Les 115 projets en cours concernent 2,07 milliards de personnes, qui ont bénéficié d'un soutien nutritionnel en 2022.

27. Après le lancement du Plan d'action mondial sur l'émaciation des enfants en 2020 et la mise au point de feuilles de route nationales, multisystémiques et chiffrées en 2021, le HCR a continué de travailler aux côtés de la FAO, de l'OMS, du PAM, de l'UNICEF et d'autres institutions afin d'avancer dans la réduction de l'émaciation. Il a lancé sa stratégie mondiale 2021-2025 en matière de santé publique et de nutrition¹²⁵, dans laquelle l'accent est mis sur la garantie d'une alimentation adéquate tout au long de la vie et sur l'élimination de toutes les formes de malnutrition. Les priorités qui y sont fixées sont la promotion des régimes alimentaires sains, l'accès aux services de base et la prévention et la gestion de toutes les formes de malnutrition. Au cours de la période 2021-2022, le HCR et ses partenaires sont intervenus auprès de plus de 480 000 enfants souffrant d'émaciation dans 30 pays, ont soutenu la promotion de la nutrition chez le nourrisson et le jeune enfant en utilisant le cadre d'action multisectoriel relatif à l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant¹²⁶ dans 21 pays et ont offert à 9 millions de réfugiés une assistance et des services de base contribuant à la prévention des différentes formes de malnutrition.
28. Conformément à sa Stratégie pour la nutrition 2020-2030¹²⁷, l'UNICEF a joué un rôle de chef de file, a donné des orientations stratégiques et a offert un appui technique visant à mettre fin à toutes les formes de malnutrition dans 141 pays. Ainsi, des programmes de prévention de la malnutrition ont permis de toucher 356,3 millions d'enfants de moins de 5 ans et 116,1 millions d'enfants d'âge scolaire et d'adolescents. Par ailleurs, 182 millions d'enfants ont bénéficié de programmes de détection précoce et de traitement de l'émaciation et 7,3 millions d'entre eux ont reçu un traitement contre l'émaciation sévère (soit 33 pour cent de plus qu'en 2021), y compris dans des situations d'urgence humanitaire. Alors que les effets conjugués de la pauvreté, des conflits et du changement climatique provoquaient une crise alimentaire et nutritionnelle mondiale, l'UNICEF a aussi mis sur pied une opération sans précédent – le plan d'accélération 2022-2033 «Pas de temps à perdre»¹²⁸ – afin de mobiliser 1,2 milliard d'USD et de venir en aide à plus de 26 millions d'enfants et de femmes grâce à des mesures essentielles intéressant la nutrition maternelle et infantile, ainsi que la protection sociale, et visant la prévention, la détection et le traitement rapides de l'émaciation chez les enfants dans les 15 pays les plus touchés. L'un des jalons importants de la direction éclairée de l'UNICEF pendant cette période a été la publication consacrée aux adolescentes et aux femmes dénutries et oubliées¹²⁹, qui a permis de donner l'alerte à ce sujet.

¹²² <https://www.ifad.org/fr/web/latest/-/liens-entre-surpoids-obesite-et-systemes-alimentaires-dans-les-pays-a-revenu-faible-ou-intermediaire>.

¹²³ <https://www.ifad.org/fr/-/politique-d-engagement-du-fida-aux-cotes-des-peuples-autochtones>.

¹²⁴ <https://www.ifad.org/fr/web/knowledge/-/des-systemes-alimentaires-durables-et-resilients-pour-les-peuples-autochtones-au-service-d-une-meilleure-nutrition>.

¹²⁵ www.unhcr.org/sites/default/files/legacy-pdf/612643544.pdf (en anglais).

¹²⁶ www.unhcr.org/media/infant-and-young-child-feeding-refugee-situations-multi-sectoral-framework-action (en anglais).

¹²⁷ [https://www.unicef.org/media/108926/file/%20Nutrition%20Strategy%202020-2030%20\(Document\)%20-%20French.pdf](https://www.unicef.org/media/108926/file/%20Nutrition%20Strategy%202020-2030%20(Document)%20-%20French.pdf).

¹²⁸ www.unicef.org/documents/NTTW-acceleration-plan-2022.

¹²⁹ www.unicef.org/reports/undemourished-overlooked-nutrition-crisis (en anglais).

29. Au cours de l'exercice biennal 2021-2022, le PAM a considérablement intensifié ses programmes de lutte contre la malnutrition et a contribué à améliorer l'alimentation dans 73 pays. En 2022, afin de faire face à la pire crise alimentaire mondiale de l'histoire moderne, il a aidé 160 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire et a donné la priorité aux mesures prises pour sauver des vies et éviter les effets néfastes à long terme sur les enfants et les communautés. Au moyen de programmes visant à prévenir et à traiter la malnutrition, le PAM est aussi venu en aide à 28 millions de femmes et d'enfants vulnérables dans 49 pays, contre 17,3 millions en 2020. Il s'est aussi attaqué aux causes profondes de la malnutrition par le biais de programmes en faveur du renforcement de la résilience, de l'alimentation et de la protection sociale dans 69 pays. Son recours aux transferts de type monétaire a atteint un niveau record en 2022, à savoir 3,3 milliards d'USD sous forme d'espèces et de bons, afin de faire face à la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale. Le PAM a aussi distribué dans 64 pays des aliments de base enrichis tels que la farine de maïs, la farine de blé, le riz, l'huile et le sel. En outre, depuis 2022, il a aidé 14 pays à prendre les dispositions nécessaires pour que les systèmes alimentaires garantissent une alimentation plus saine et une meilleure nutrition, grâce à des analyses effectuées dans le cadre du projet Comblent l'écart nutritif. Le PAM a par ailleurs activement soutenu plusieurs coalitions mises en place dans le contexte du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, notamment la Coalition pour l'action en faveur d'une alimentation saine pour tous, en particulier les enfants, la Coalition pour les repas scolaires, la Coalition au service de la lutte contre les crises alimentaires à l'interface entre l'aide humanitaire, le développement et la consolidation de la paix et l'Alliance pour des filières alimentaires locales résilientes. En 2022, il a aussi apporté un appui notable au déroulement de l'Année de la nutrition de l'UA et a contribué à stimuler la dynamique en faveur de la nutrition, en particulier en matière de coordination, d'impact et de responsabilité, sur l'ensemble du continent¹³⁰.
30. En 2022-2023, ONU-Nutrition a continué à rassembler la famille des Nations Unies en faveur de la Décennie de la nutrition et a lancé son plan stratégique 2022-2030¹³¹, dans lequel l'accent est mis sur le soutien apporté aux pays dans la lutte contre la malnutrition et aux fins de la promotion de la santé des populations et de la planète. Une évaluation en ligne des processus de coordination mis en place par les pays dans le domaine de la nutrition a été réalisée en 2022 et a fait apparaître des améliorations en la matière, en particulier dans les pays dans lesquels le Coordonnateur résident des Nations Unies ou le Coordonnateur de l'assistance humanitaire participaient activement à l'action menée en faveur de la nutrition. Des orientations spécifiques relatives à l'intégration de la nutrition au sein des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable ont été élaborées et mises à l'essai aux fins d'une diffusion plus large en 2023. Il est important de noter qu'un appui poussé a été offert à divers pays grâce au soutien financier d'Irish Aid et a contribué à mettre en place des cadres d'action en faveur de la nutrition au Burkina Faso, au Burundi, au Lesotho, au Libéria, au Myanmar, au Niger, en République démocratique du Congo, en Sierra Leone et au Zimbabwe. Un document de travail sur la nutrition des populations et la protection de la planète¹³² a été présenté lors de la COP 27. Le soutien qu'ONU-Nutrition apporte aux pays repose sur quatre grands axes de travail prioritaires, qui sont alignés sur les domaines d'action de la Décennie de la nutrition, à savoir: 1) promouvoir une alimentation saine issue de systèmes alimentaires durables; 2) accroître la mobilisation du secteur privé au service de l'amélioration de la nutrition; 3) tenir compte des questions intéressant la nutrition lors des crises et dans les contextes fragiles; et 4) accélérer les actions menées en concertation en vue d'atteindre les cibles mondiales intéressant la nutrition.

¹³⁰ https://executiveboard.wfp.org/document_download/WFP-0000148942 (en anglais).

¹³¹ www.unnutrition.org/wp-content/uploads/UN-Nutrition-Strategy-2022-2030_WEB_28Oct2022_FR.pdf.

¹³² www.unnutrition.org/library/publication/nutrition-and-environment-nurturing-people-protecting-planet (en anglais).

31. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), conjointement avec l'OMS et ONU-Nutrition, a mis au point une méthode relative aux dossiers d'investissement portant sur toutes les formes de malnutrition, sous la conduite du Zimbabwe. Les dossiers d'investissement relatifs à la nutrition sont conçus comme des instruments de plaidoyer visant à encourager les gouvernements à investir dans les systèmes alimentaires durables et résilients au profit d'une meilleure nutrition et à renforcer la gouvernance et la responsabilisation multisectorielles en faveur de la nutrition. Les travaux portant sur les dossiers d'investissement ont été présentés à l'occasion de conférences internationales, notamment le sommet Nutrition pour la croissance et le Congrès international sur la nutrition de l'Union internationale des sciences de la nutrition, en décembre 2022. Les activités que le PNUD mène dans le domaine des obligations à impact social en Zambie aident les cultivateurs de tabac à se tourner vers des denrées alimentaires nutritives. Elles soutiennent des systèmes alimentaires durables et résilients en faveur d'une alimentation saine et ont été examinées lors de l'Assemblée mondiale de la Santé tenue en mai 2023. Le thème de la Journée mondiale sans tabac 2023 était *Cultivons des aliments, pas du tabac*¹³³.

IV. Voie à suivre

32. Malgré une plus grande attention accordée, à l'échelle mondiale, aux enjeux relatifs à la nutrition, à une alimentation saine, aux systèmes alimentaires et aux liens entre la santé humaine et la santé de la planète, le monde n'est pas pour autant en voie de respecter ses engagements s'agissant de l'élimination de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030. La pandémie de covid-19 a mis clairement en évidence qu'il fallait, entre autres: i) mettre en place des systèmes agroalimentaires résilients, équitables et durables; ii) reconnaître le rôle et les droits des petits exploitants, des agriculteurs familiaux et des travailleurs du secteur alimentaire; iii) considérer les mesures dans le domaine de la santé comme étant des investissements judicieux; iv) renforcer les liens d'interdépendance entre l'alimentation, la santé et les écosystèmes et adopter davantage l'approche «Une seule santé»; v) donner aux jeunes, aux femmes et aux peuples autochtones les moyens de se faire entendre; et vi) rappeler l'importance d'une bonne gouvernance en matière de nutrition. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et le sommet Nutrition pour la croissance, organisés en 2021, ont permis aux pays de prendre des engagements multisectoriels concrets et audacieux en vue d'éliminer toutes les formes de malnutrition au cours de la seconde moitié de la Décennie de la nutrition, soit d'ici à 2025, et de réaliser les ODD à l'horizon 2030.
33. La résolution 1989/84 du Conseil économique et social¹³⁴ sur les décennies internationales indique que l'exécution du programme de travail doit être évaluée au milieu et à la fin desdites décennies. Conformément à cette résolution, l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements contenus dans la Déclaration de Rome sur la nutrition doit être examiné à la fin de la Décennie de la nutrition, dans le cadre d'un processus ouvert et participatif. Il est aussi indiqué que la décennie suivante peut être proclamée même si les objectifs de la précédente n'ont pas été pleinement atteints.
34. À cet égard, le programme de travail relatif à la Décennie pour la nutrition¹³⁵ prévoit l'organisation de dialogues ouverts et sans exclusive à l'approche du terme de la Décennie, en 2025, afin d'ouvrir une réflexion sur les avancées obtenues au niveau mondial et les difficultés rencontrées et de dégager la voie à suivre pour continuer à promouvoir la nutrition après 2025. La proposition correspondante figurait notamment dans des rapports présentés au Conseil exécutif de l'OMS (EB152/24)¹³⁶ et au Comité du Programme de la

¹³³ <https://www.who.int/fr/campaigns/world-no-tobacco-day/2023>.

¹³⁴ https://digitallibrary.un.org/record/75597/files/E_RES_1989_84-EN.pdf (en anglais).

¹³⁵ <https://unsdsn.org/uploads/web/news/document/MV131-UNDoA-WP-fr.pdf>.

¹³⁶ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/EB152/B152_24-fr.pdf.

FAO (PC 135/INF/6)¹³⁷. Plusieurs États membres l'ont soutenue lors de la 76^e Assemblée mondiale de la Santé. La planification de ces dialogues est en cours.

35. La résolution 77/285¹³⁸ de l'Assemblée générale des Nations Unies met en avant la nécessité de «maintenir l'élan politique en faveur de l'intensification de l'action pour la nutrition dans le contexte de l'après-Sommet sur les systèmes alimentaires et de promouvoir la coordination entre les processus en cours, y compris les travaux du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, les coalitions, les engagements et les stratégies nationales qui se sont dégagées au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, et le programme de travail de la Décennie». Le Bilan 4 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, en 2025, pourrait être le cadre d'un dialogue mondial destiné à évaluer la mise en œuvre de la Décennie.
36. Le CSA est invité à formuler des orientations à l'intention du secrétariat conjoint FAO/OMS de la Décennie de la nutrition sur la voie à suivre proposée, y compris quant au type de dialogues envisagés à l'issue de celle-ci.

¹³⁷ www.fao.org/3/nl209fr/nl209fr.pdf

¹³⁸ <https://undocs.org/fr/A/RES/77/285>.